

# CHRONIQUE

## de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité

### FAIT DIVERS

**ET LE DIABLE ENVOYA SES DISCIPLES, BASTONNER UN PASTEUR ET SES FIDÈLES QUI PRAIENT CONTRE EUX**

**Le mouvement "Touche Pas à Mon Président" dit non à la violence**

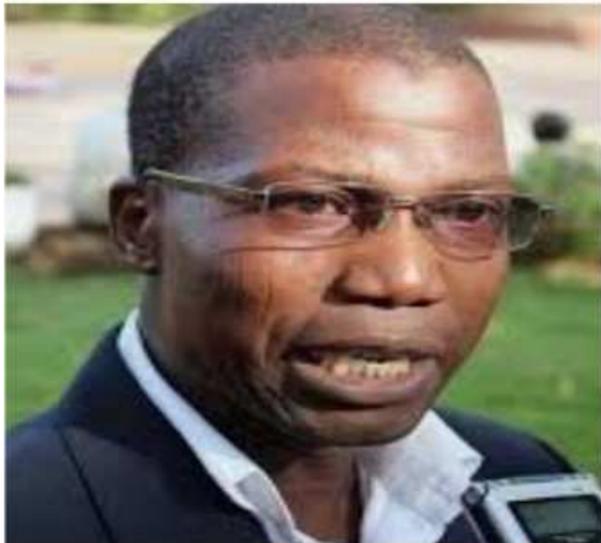


M. Beausoleil, Pat. du Mouvement

Les dessous du report de la marche des 26, 27, 28 :

**P3**

# Tikpi Atchadam l'homme qui tire le chef de file de l'opposition par le poil du nez



Atchadam Tikpi, président du PNP



Jean-Pierre Fabre, président de l'ANC



Paul Dodzi Apévon, président de "Les FDR"



La ministre CINA Lawson

**Du groupe Togo Telecom à la holding Togocom :**

# L'avenir réservé au personnel de Togo Telecom et Togo Cellulaire

**P.5**

**Cinglant désaveu de la communauté internationale à l'opposition :**

**La France, les USA, l'Allemagne, l'UE, le PNUD recommandent l'application de l'APG et non le retour à la constitution de 1992**

**P3**

**Manifestations publiques de l'opposition togolaise :**

**P.4**

# Incohérence stratégique et marchandage politique



Eric Adja, lors de son intervention

**Célébration de la Journée internationale de la paix : " Il ne peut y avoir de développement durable sans paix, ni de paix sans développement durable ", Dixit M. Eric ADJA**

**P.2**

**Célébration de la Journée internationale de la paix :**

**" Il ne peut y avoir de développement durable sans paix, ni de paix sans développement durable ", Dixit M. Eric ADJA**

Comme à l'accoutumée, il est célébré partout dans le monde la journée mondiale de la paix chaque 21 septembre. Une journée initiée par les Nations-Unies pour célébrer la paix. Le Togo a abrité un cérémonial dans ce cadre. LE Conseil Libre pour l'Education, l'Alphabétisation et le Développement (CLEAD), qui a fait sienne entre autres l'Education a marqué cette journée d'un seau qualitatif en réunissant les jeunes de huit quartiers de la capitale toutes cultures et religions confondues pour une conférence débat autour du thème " Ensemble pour la paix : respect, dignité et sécurité pour tous ".

Cette rencontre initiée par le CLEAD avec l'appui du Bureau



Une vue de l'assistance



La table d'honneur

Régional pour l'Afrique de l'Ouest (BRAO) de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) s'est tenue jeudi dernier. Etaient présents à cette rencontre le directeur du BRAO, M. Eric ADJA, de celui du CLEAD, M. D'Almeida Mawuto, et de la responsable de la Maison des jeunes (TV5 monde), Mme Mimi Dossou.

Les jeunes ont été entretenus sur l'importance de la paix et de sa préservation, à la culture de la tolérance, de l'humilité et de l'a-

doption des comportements responsables. L'idée des organisateurs est de sensibiliser les jeunes togolais à la non-violence, à la tolérance, à la promotion ainsi qu'à la préservation de la paix au Togo

Le directeur du BRAO, M. Eric Adja, s'est appesanti sur trois points. Il a d'abord rappelé les circonstances de l'institution de la journée de la paix par les Nations Unies, les principaux objectifs de l'OIF et enfin les initiatives de

celle-ci pour la promotion de la paix dans le monde, notamment l'initiative " libre ensemble " et celle récente dénommée " La paix par un autre chemin ". Cette dernière prône le dialogue interreligieux et interculturel et est une initiative africaine portée par le professeur Albert Tévodjô, ancien médiateur de la République du Bénin.

Il a invité les jeunes à la culture de la paix, du dialogue et de la prévention car, dit-il, " il ne peut y avoir de développement durable sans paix, ni de paix sans développement durable ". M. Eric Adja a fait savoir que cette année, la journée de la paix met en évidence l'engagement et la mobilisation

d'individus issus des quatre coins du monde en faveur des réfugiés et des migrants. " Ce thème a été choisi pour mettre à l'honneur la campagne ENSEMBLE ", qui est une initiative mondiale des Nations Unies favorisant le respect, la sécurité et la dignité pour toute personne forcée, par les circonstances, à fuir son domicile à la recherche d'une vie meilleure et de renforcer la solidarité nationale et internationale face à des crises humanitaires, en faisant de la paix non pas un idéal inatteignable, encore moins une idée abstraite, mais une réalité par des actions concrètes.", a-t-il souligné.

Pour finir, " Pour favoriser la paix, nous devons la consolider jour après jour dans toutes les sociétés avec la participation de toutes et de tous en vue d'un avenir radieux pour tous ", a martelé M. Adja. La préservation d'un climat de paix et de cohésion sociale dans le pays suppose pour le directeur du BRAO la culture d'un climat de paix

Pour sa part, le directeur du CLEAD, M. d'Almeida Mawuto a exhorté les jeunes ainsi que tous les acteurs soucieux de paix à opter " pour une nouvelle approche globale pour s'attaquer aux causes profondes des conflits, en nous fondant, sur le dialogue et le respect ". Le directeur du CLEAD, s'inscrivant dans la droite ligne de l'UNESCO, invite les jeunes à être au service de la paix par l'éducation, la liberté d'expression, le dialogue interculturel, le respect des droits de l'homme, de la diversité culturelle et de la coopération scientifique.

Se réjouissant de l'initiative prise par la francophonie d'accompagner la jeunesse dans la lutte pour la paix, la directrice de la Maison des jeunes, Mme Mimi Dossou s'est félicitée de la qualité des échanges qui selon elle, a permis de donner les rudiments nécessaires aux jeunes sur leur rôle, de contribuer à préserver un environnement de paix, à gérer des conflits et mettre en place des mécanismes d'alerte précoce pour anticiper sur la naissance d'éventuels conflits.

ESPOIR

**Développement des cantons de Bè et d'Amoutiévé :**

**L'ONG DENYIGBA NYO s'investit pour une gestion efficace des ordures**

Les comités de développement des cantons de Bè et d'Amoutiévé en collaboration avec l'Organisation Non Gouvernementale DENYIGBA NYO ont initié dans le cadre du Projet " Fier de mon quartier " un atelier de réflexion au centre communautaire de Bè sur la gestion des ordures ménagères en vue de permettre un environnement paisible au sein desdits cantons.

Placé sous le thème " Propriété et gestion des ordures ménagères ", cet atelier vise à sensibiliser les Comités de Développement des Quartiers et les Comités de Développement de Base sur la nécessité de maintenir leur environnement immédiat propre. Cet atelier permettra donc à ceux-ci de s'outiller sur les différentes techniques de gestions des ordures ménagères et éviter les dépotoirs



Photo de famille

sauvages.

Selon le président de l'ONG DEGNIGBA NYO, M. Kokou Aziatoga Benjamin, ce projet vise à assister les comités de développement des Quartier dans l'assainissement et lutter contre l'insalubrité. Selon lui, à travers la pré-collecte des ordures ménagères, l'ONG DENYIGBA NYO voudrait " impliquer les CDQ et les populations à la protection de l'environnement par une meilleure gestion et valorisation des déchets ménagers ". " Ce projet d'assainisse-

ment répond à un besoin réel des habitants du canton de Bè et d'Amoutiévé. Il va entraîner un changement positif des comportements des habitants par rapport au maintien de la propriété dans leurs habitats ", a-t-il ajouté. M. Aziatoga a rappelé que le projet " Fier de mon quartier " consistera entre autres activités au tri, à la collecte et à l'enlèvement des ordures ménagères. Aussi s'agira-t-il de la formation et mise en place des agents de maintenance de quartiers propres appelés "

Brigade quartier propre ", la transformation des ordures ménagères en les fertilisant. Pour finir le président de l'ONG a invité tous les acteurs impliqués à adhérer à ce projet afin d'assurer sa réussite.

Pour sa part, le représentant du président de la délégation spéciale M. Dick Dikeou a salué l'initiative de l'ONG DENYIGBA NYO à l'endroit des cantons de Bè et d'Amoutiévé. Il a fait savoir que ce projet une fois réalisé va " supprimer les dépotoirs sauvages et réduire les maladies pathologiques diarrhéiques au sein des habitants.

Rappelons que l'ONG DENYIGBA NYO est créée le 12 août 1992 sous la dénomination SOS ENFANTS DESHERITES et reconnue par l'Etat togolais comme une ONG de développement le 31 août 2005. Elle a pour but de promouvoir la participation populaire et l'éducation pour tous.

ESPOIR

**Sécurité alimentaire :**

**Un partenariat entre la FAO et l'Unilever pour garantir un système alimentaire plus durable**

L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) vient de signer le 18 septembre dernier un partenariat avec Unilever, une organisation allemande intervenant dans l'agriculture. Ce partenariat entre la FAO et l'Unilever vise à aider les pays à réduire les pertes et le gaspillage alimentaires et à lutter contre le changement climatique, avec en ligne de mire la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (ODD).

En marge de la 72ème assemblée générale des Nations Unies à New York, le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, et le Chef exécutif de Unilever, Paul Polman, ont signé une lettre d'intention afin de garantir un meilleur accès

à l'alimentation et de promouvoir l'agriculture durable. Il s'agira de mener à bien cinq points stratégiques d'intervention dont l'innovation numérique, le respect des régimes fonciers, le renforcement de la résilience chez les petits exploitants agricoles, le changement climatique et les pertes et le gaspillage alimentaires.

Selon la FAO, " près d'un tiers de la nourriture produite dans le monde est soit perdue, soit gaspillée tout au long de la chaîne alimentaire ". Et le secteur privé a un rôle à jouer dans la réalisation d'un "système alimentaire plus durable, efficace et juste" afin de lutter contre les injustices.

Pour le Directeur général de la FAO, la réalisation du "Programme de développement durable à l'horizon 2030 requiert de l'implication et de l'action".

Ainsi, à travers "cette alliance, nous serons en mesure d'avoir un impact positif sur les vies des agriculteurs familiaux et des consommateurs et de progresser vers une production et une consommation plus durable", a indiqué José Graziano da Silva à l'issue de l'entretien avec le Chef exécutif de Unilever.

La collaboration entre la FAO et Unilever repose sur cinq points essentiels à savoir l'innovation numérique, le respect des régimes fonciers, le renforcement de la résilience chez les petits exploitants agricoles, le changement climatique et les pertes et le gaspillage alimentaires.

La stratégie numérique d'Unilever pour l'agriculture durable est axée sur la diffusion de l'information et les services transactionnels et consultatifs et qui pour ce faire, a recours à la tech-

nologie mobile, correspond à la vision de la FAO qui cherche à augmenter les revenus en milieu rural. Elle représente également une occasion d'explorer conjointement les différentes manières de développer des solutions numériques innovantes afin d'atteindre les petits exploitants agricoles et les agriculteurs familiaux.

Notons que cette collaboration était déjà visible en Argentine (où chaque jour, chaque personne gaspille plus d'un kilo de nourriture) où Unilever s'est engagé à réduire le gaspillage alimentaire d'ici 2025. Des initiatives conjointes telles des campagnes de sensibilisation impliquant les gouvernements, la société civile et le secteur privé, devraient permettre d'atteindre cet objectif commun.

JPB

**CHRONIQUE**  
de la Semaine

63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest  
Récupéré n°0338/05/03/08  
15 BP : 82 Lomé - Togo  
Tél: 23 20 92 75 / 90 01 21 69

**Directeur de la Publication**

**ALIZIOU ESSODINA**  
90 01 21 69

**REDACTION**

**Carole AGHEY**  
**A. KAPO**  
**B. Talom.**  
**Jean-Pierre B.**  
**Espoir D.**  
**Pierre AGBANDA**

**Imprimerie SDR**  
Tirage : 2000 ex.

**Les dessous du report de la marche des 26, 27, 28 :****Tikpi Atchadam l'homme qui tire le chef de file de l'opposition par le poil du nez**

*La nouvelle star de l'opposition qui fait parler d'elle. Un illustre inconnu sur la scène politique, Tikpi Atchadam puisque c'est de lui qu'il s'agit, et son parti le PNP font une entrée fracassante sur l'échiquier politique après sa manifestation violente qui s'est soldée par deux morts et plusieurs blessés à Sokodé le 19 août dernier. Cette violente manifestation qui a fait le tour du monde avec à la clé, l'exhibition des armes par ses militants que certaines personnes qualifient de djihadistes, la violence exercée sur des militaires qui ont été molestés par ces militants et surtout les deux victimes, ont propulsé l'illustre inconnu Tikpi Atchadam à l'échelle d'une star de l'opposition.*

Après cette macabre manifestation du 19 août Tikpi Atchadam, le président du parti de certains musulmans fait appel au chef de file de l'opposition Jean-Pierre Fabre de prendre la tête de la contestation de l'opposition. Le président de l'ANC Jean-Pierre Fabre qui était en tournée dans certains pays occidentaux a dû écourter son

périple pour répondre à l'appel de Tchikpi. Mais que remarquons nous ?

Le président du PNP fort des deux morts à Sokodé veut toujours jouer les premiers rôles en imposant son diktat et en narguant parfois les autres leaders de l'opposition. Le comble de l'insolence de cet homme qui a le bras couvert du sang des Togolais, c'était lors de la marche du 20 septembre dernier. Alors que tous les leaders de l'opposition ont pris le départ de la marche, Tikpi Atchadam était abonné absent.

Lorsque la marche est arrivée à son point de chute c'est-à-dire sur le terrain bas-fond du collège saint Joseph, et après l'installation des différents responsables de l'opposition, le " puissant Tikpi Atchadam " débarque avec ses gardes du corps et bouscule l'assistance.

Dans la bousculade, plus d'une vingtaine de chaises ont été brisées. L'une de ses gardes de corps arrache le micro qu'il avait et scande le nom de Tikpi Atchadam repris en chœur par ses partisans musulmans. Le président du PNP apparaît sous les ovations des manifestants qui



Atchadam Tikpi, leader du PNP

voient en lui le messi. L'homme prend le micro parle d'abord dans son patois (la langue Kotocoli) que seuls ses partisans comprenaient avant de décliner son speech en français.

Après ce cinéma de mauvais goût, le président du parti de certains musulmans, Tikpi Atchadam prend place à côté du chef de file de l'opposition. Mais lorsqu'on a annoncé le Chef de file de l'opposition Jean-Pierre Fabre pour prendre la parole et s'adresser à la foule, Tikpi Atchadam quitte les lieux comme pour dire à Jean-Pierre Fabre qu'il n'a pas le temps pour l'écouter. Quel mépris !

Le comble c'est que en

quittant les lieux, certains militants du PNP ont également suivi leur leader provoquant ainsi un désordre monstre. Il a fallu l'intervention de certains cadres du CAP2015 pour arrêter l'hémorragie afin que Jean-Pierre Fabre n'intervienne.

Les autres leaders de l'opposition étaient tellement frustrés qu'ils n'ont pu dire mot car Tikpi est la nouvelle quinquante de l'opposition et personne ne doit critiquer ces faits et gestes même s'il les nargue. Le comble c'est que Tikpi Atchadam n'assiste jamais aux réunions des responsables de l'opposition censés décider des actions à mener. Il se fait toujours représenter par ces proches qui lui rendent compte

des décisions prises. Mais lorsque ces décisions ne lui plaisent pas, il ne leur dit rien mais décide seul d'une action contraire à ce que les autres ont décidé.

Lorsque nous avons rencontré un proche de Tikpi Atchadam, il nous a fait savoir que son patron est le vrai décideur de toutes les actions que mènent l'opposition car selon ce proche, les autres leaders de l'opposition sont vomis par le peuple et corrompus par le régime en place. Il a laissé entendre que toutes les annulations de marches ont été décidées par son patron Tchikpi Atchadam seul.

La marche de trois jours les 26, 27 et 28 annoncée par Jean-Pierre Fabre lors de la marche du 21 septembre, a été annulée par Tikpi le puissant. Et pour ce faire, au lieu d'informer ces camarades de l'opposition de sa décision, il appelle plutôt l'envoyé spécial de RFI pour l'informer du report. Jean-Pierre Fabre et les autres ont été informés par la correspondante de RFI.

Il apparaît clairement que Tikpi Atchadam est l'homme qui dicte sa volonté aux autres leaders de l'opposition et foule au pied toutes leurs initiatives. Nombreux sont ce qui se demandent dans l'opposition jusqu'à quand ils peuvent supporter l'arrogance et l'insolence de Tikpi Atchadam. Le président du PNP pèse combien sur le terrain ?, s'indigne un militant de ADDI. " Il ne mobilise que ces frères Kotocolis et quelques musulmans. A Bassar, à Tchamba à Dapaong, à Niamtougou à Kara la tentative de marche du PNP a lamentablement échoué. Achadam ne représente pas grand-chose sur le plan national. C'est dans son fief à Sokodé et surtout dans le quartier Kparataou et à Agoé Zongo qu'il mobilise ".

Ce qui est évident c'est que fort de sa manifestation macabre du 19 août dernier le président du PNP se croit puissant et méprise ses camarades de l'opposition. Mais seulement jusqu'à quand les autres leaders de l'opposition peuvent-ils supporter l'arrogance et l'insolence d'un certain Tikpi Atchadam. Le nouveau conflit de leadership au sein de cette famille politique, c'est donc pour bientôt. Wait end see !

**Cinglant désaveu de la communauté internationale à l'opposition :****La France, les USA, l'Allemagne, l'UE, le PNUD recommandent l'application de l'APG et non le retour à la constitution de 1992**

*L'opposition togolaise vient d'essuyer un cinglant désaveu de la communauté internationale. Elle qui croyait cette communauté à ses côtés avalisant les manifestations violentes qu'elle organise avec une revendication sans tête ni queue, se retrouve au pied du mur. Plus grave, avec quelques manifestations organisées dans certaines capitales européennes, ces leaders de l'opposition faisaient croire à leurs militants que les pays occidentaux ont lâché le pouvoir en place et soutiennent leur revendication.*

Malheureusement pour eux la communauté internationale méprise leur demande en l'occurrence, le retour à la constitution de 1992 et les appelle à l'application de l'APG dans un dialogue inclusif. Selon le communiqué conjoint daté du 22 septembre, le Système des Nations Unies, de l'Union Européenne et des ambassa-



Mme Khardiata Lo N'Diaye, représentante résidente du Système des Nations Unies au Togo

des de la France, de l'Allemagne, et des USA appellent les acteurs politiques togolais au dialogue afin de respecter les réformes selon l'esprit de l'APG. Or l'APG n'a jamais fait mention d'un quelconque retour à la constitution de 92 que réclame l'opposition.

En clair, la revendication de l'opposition est boudée par la communauté internationale qui plutôt abonde dans le même sens que la démarche du gouvernement et sa proposition de réforme. En effet, l'Accord Politique Global a dans sa

recommandation demandé la limitation du mandat présidentiel, le mode du scrutin à deux tours et la définition des prérogatives du premier ministre. Et c'est ce que le gouvernement a entrepris en envoyant aux députés un projet de réforme comportant trois articles qui consacrent la limitation du mandat présidentiel et le mode de scrutin à deux tours. Mais les députés de l'opposition ont boycotté les travaux dans la commission des lois et à la plénière.

Ce sont les députés d'UNIR qui ont voté la loi portant sur

les réformes que réclamait l'opposition avant l'apparition de son "messi" Atchadam Tikpi. Même lors de la manifestation du CAP2015 le 03 août dernier, l'opposition exigeait les réformes selon l'APG. C'est après le 19 août qu'elle opte de suivre les yeux fermés Tikpi Atchadam et sa revendication en l'occurrence le retour à la constitution de 92.

Il va sans dire que le communiqué de la communauté internationale est une invite à l'opposition à respecter l'esprit de l'APG et non le retour à la constitution de 92. Le communiqué conjoint du PNUD, de l'UE et des ambassades de France, de l'Allemagne et des USA met l'opposition au pied du mur. L'opposition va-t-elle suivre l'appel de la communauté internationale ou continuera-t-elle à suivre Tikpi Atchadam et son retour à la constitution de 92 dans la rue? Le peuple Togolais a besoin de la paix.

Aliziu Dominique

Aliziu Dominique

## Crise politique au Togo :

# Quelle médiation l'Eglise catholique veut-elle jouer après avoir planté le décor de la partialité?

Dans notre parution précédente nous attirons l'attention de nos lecteurs sur le jeu lugubre auquel s'est adonnée la Conférence des Evêques du Togo (CVT) dans leur fracassante déclaration à la suite des récents événements sociopolitiques. Aujourd'hui encore l'on apprend que l'Eglise Catholique par la voix de l'archevêque Denis Amuzu-Djakpa une proposition de jouer à la médiation pour une sortie de crise. Après avoir largement soutenu les revendications des opposants (retour à la constitution de 1992), les Evêques se disent prêts à jouer un rôle de médiation. A quel médiation, veulent-ils jouer si cette Eglise a déjà pris parti pour l'opposition ? Comment peut-elle être juge et partie à

la fois ? Dans tous les cas, cette question mérite d'être posée.

La Bible nous enseigne dans 2 Timothée 2 : 25 qu'un serviteur du Seigneur " doit redresser avec douceur les adversaires, dans l'espérance que Dieu leur donnera la repentance pour arriver à la connaissance ". La discipline ecclésiastique est envisagée comme perfectionnement de l'État lui-même, et les vertus chrétiennes deviennent les conditions du bon exercice du pouvoir. Que font nos évêques de ces enseignements bibliques ? On se rappelle de leur sortie inopportune à la solde de l'opposition et à la satisfaction des desideratas des ennemis du Togo ou les Evêques laissaient entendre qu'ils sont " particulièrement



Les Evêques du Togo

préoccupés par les violences exercées par les forces de l'Ordre et de sécurité dans certaines localités de notre pays après les manifestations des 6 et 7 septembre 2017 ", comme si Dieu n'a pas recommandé de respecter l'autorité. Quelles explications donnent-ils au treizième livre de Romain dans son verset 1 et 2. La Bible nous renseigne qu'il est nécessaire

d'être soumis à l'autorité non seulement par crainte de la punition mais encore par motif de conscience. On aurait pu comprendre cette demande de médiation des Evêques si et seulement si ceux-ci avaient opté pour une position médiane dans leur dernière sortie. Ils auraient pu tout comme il l'ont fait avec les forces de l'ordre, condamné les violences et le barbarisme dont ont fait montre certains militants.

Pire, là où le bât blesse, ces prélats ont repris le slogan de l'opposition notamment la constitution de 1992 alors qu'hier ils étaient de ceux qui appelaient

au respect de l'Accord Politique Global signé à Ouagadougou au Burkina Faso.

Nous leur rappelons qu'en tant qu'évêques ou prêtres, ils sont là pour aider humblement les fidèles à réfléchir, et non pour édicter des principes ou des normes dans une attitude de surplomb. Les chrétiens font des choix citoyens divers et cette pluralité est légitime dans la tradition sociale de l'Eglise. Il faut faire la distinction entre l'engagement des citoyens chrétiens et l'engagement de l'Eglise dans le champ du politique. Beaucoup de tensions naissent de la confusion entre les deux.

Si donc nos hommes de Dieu tiennent à une paix profonde et durable dans notre pays, ils doivent mettre de côté leur aspiration politique et se vêtir de leur soutane en bonhomme de Dieu afin d'assurer la médiation selon l'Esprit saint et la volonté de Dieu. Amen !

Espoir

## Manifestations publiques de l'opposition togolaise :

# Incohérence stratégique et marchandage politique

Ainsi, les mois s'alternent et se décomptent. De même que les semaines. Les jours aussi. Toutefois, les récentes et permanentes manifestations publiques rythment la vie dans les grandes villes du Togo. Au nom des réformes constitutionnelles, l'opposition stagne et s'embourbe dans un chantage politique que révèle une incohérence stratégique.



Des militants de l'opposition dans les rues

Pas une semaine sans manifestation publique au Togo. Encore moins sans celles de l'opposition politique au régime de Faure Gnassingbé. Déjà le 19 août dernier a lancé les hostilités contre le régime et pour des réformes. 10 jours plus tard, le parti au pouvoir avec ses militants battaient le macadam. Les 05 et 07 septembre, c'est le tour de l'opposition. Elle réédite les 21 et 22 Septembre dernier. Mais sans répit, de nouvelles manifestations sont encore annoncées pour les 26, 27 et 28 septembre prochain. Et pendant que l'opposition renouvelle sa disponibilité pour des marches et des agitations dans les rues, elle déserte les espaces et les couloirs démocratiques de la discussion et du débat autour des réformes. Car, faut-il le rappeler, la Commission des lois de l'Assemblée Nationale statuait sur le fond de l'avant projet de loi de révision constitutionnelle envoyé par le gouvernement et qui se révèle être en toute vraisemblance l'aboutissement des revendications de l'opposition. Mais, curieusement à cette rencontre réglementaire du vendredi 15 septembre dernier, les contestataires ont claqué la porte.

De même qu'à la plénière du mardi 19 septembre qui a validé l'adoption du texte qui limite désormais le mandat du Président de la République à deux et instaurant un scrutin uninominal à deux tours pour l'élection présidentielle. Une attitude politique décriée par certains observateurs et qui révèle l'imposture politique de l'opposition. Car, ces nouvelles dispositions envisagées restent celles longuement réclamées par Jean-Pierre Fabre et ses militants. Plus grave, ils contestent ces nouvelles options entre temps réclamées et demandent un retour immédiat à la Constitution de 1992 avec l'insistance sur l'aliéna 2 de l'article 5.

Une volte-face qui confirme la mauvaise foi des acteurs politiques qui se fourvoient dans une constante stratégie de boycott des moyens démocratiques et légaux de discussions. "Le boycott du parlement ne sera pas productif. Mais tout porte à croire que l'opposition se retrouve piégée par sa propre stratégie. Les deux partis politiques dépositaires (PNP-ANC) des manifestations comme solution à la crise togolaise ne peuvent plus prendre le risque d'aller à un dialogue avec le pouvoir, car ils ont com-

mis la maladresse de faire croire à leurs militants que le dialogue ne fait pas partie des moyens de leur combat", constate Mohamed Madi Djabakate du Centre pour la Gouvernance Démocratique et la Prévention des Crises dans les colonnes de Jeune Afrique.

### Marchandage et chantage comme mode opératoire

Du coup, les manifestations deviennent un élément de chantage et de marchandage. La rue est agitée, la violence y est invitée par endroit avec une prédisposition à faire commettre aux forces de l'ordre une violation massive des droits de l'homme. C'est la position actuelle de l'opposition. "Nous disons unanimement qu'il est important d'opérer des réformes pour mieux enraciner notre démocratie, mais dès lors qu'au lieu du jeu démocratique des élections, des gens commencent à dire qu'il faut que le Président parte, cela soulève des questions. Sur quelle base un président élu pour 5 ans et dont le mandat court jusqu'en 2020 devrait-il partir ?", interroge Payadowa Boukpepsi, le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation

Suite à la page 7

## FAIT DIVERS

# ET LE DIABLE ENVOYA SES DISCIPLES, BASTONNER UN PASTEUR ET SES FIDÈLES QUI PRIAIENT CONTRE EUX

**Des bandits tabassent un pasteur et ses fidèles qui priaient contre eux, avant de dévaliser leur église.**

Mardi nuit, c'est le diable en personne et ses envoyés, qui ont attaqué des chrétiens à la cité Diallo de Yopougon, en face du camp BAE. Alors qu'ils priaient, implorant le feu de Dieu sur les malfaiteurs qui pourrissent la ville, un pasteur et ses fidèles ont reçu la visite des 4 bandits armés de pistolets qui les ont sérieusement tabassés, avant de tout emporter dans l'église.

Ils imploraient la miséricorde du tout puissant dans le pays, notamment dans la ville d'Abidjan pour enrayer le banditisme, quand effectivement ces derniers ont surgi dans le lieu saint. " Ils nous ont attachés, avant de nous bastonner à coup de bois. Quand il nous frappait ils disaient pourquoi nous ne prions pas pour avoir l'argent et nous prions contre eux.

Il a affirmé que c'est le diable qui a entendu leur prière et les a envoyés pour les punir. À la fin, ils sont répartis avec tous les équipements de louange de l'église et les dîmes collectées. Ils ont aussi traité d'imbéciles et de maudits tous ceux qui prient contre eux ", a témoigné le pasteur, blessé à la tête. " l'un des malfrats m'a donné deux paires de gifles en m'interdisant de prier contre eux sinon le feu du diable va s'abattre sur nous "

Abata

**Du groupe Togo Telecom à la holding Togocom :****L'avenir réservé au personnel de Togo Telecom et Togo Cellulaire**

*Avec le processus de transformation du Groupe Togo Telecom qui se passe actuellement bien et très vite même, la grande question qui demeure sur les lèvres est celle de savoir le traitement qui sera réservé au personnel actuel des deux entités que sont Togo Telecom et Togo Cellulaire. Une préoccupation qui a sa raison d'être a priori si nous repassons en revue ce qui s'était passé dans la mise en place de l'Office Togolais des recettes (OTR) où certains agents s'étaient retrouvés sur les carreaux. Le conseil d'administration de Togocom mis en place courant semaine dernière, garantira-t-il le travail aux 1200 employés du groupe ?*

C'est tout à fait normal donc que le Personnel puisse s'interroger sur son avenir professionnel dans ce processus de transformation. Ce serait inhumain de ne pas penser à l'avenir du Personnel. La ministre en charge de l'Economie numérique en est bien consciente.

Au cours d'une réunion des représentants du Personnel avec Cina Lawson, puisqu'il s'agit d'elle, la Ministre des Postes et de l'Economie numérique quelques jours après le Conseil des Ministres du 13 juillet 2017, en présence des directeurs généraux de Togo Cellulaire et de Togo Telecom, la question aurait été clairement posée par les délégués du personnel.

Pour la Ministre Cina

Lawson, répondant à la formulation des inquiétudes du personnel, " le cabinet de ressources humaines travaille déjà avec la direction RH de Togo Télécom et de Togo Cellulaire pour savoir qui va où. La transformation n'a pas pour objectif de couper des têtes, mais il faut savoir qui va où dans la nouvelle structure. Les bonnes personnes doivent être aux bonnes places. Le cabinet et la DRH de Togo Télécom et Togo Cellulaire vont agir ensemble pour la répartition au sein des nouvelles entités. Il faut qu'il y ait un alignement entre la rémunération du personnel et les résultats qu'ils feront. Le sort du personnel sera déterminé par vous. Le cabinet RH a tout d'abord réuni l'ensemble des



Mme Cina Lawson, ministre des Postes et de l'Economie numérique

directeurs parce qu'ils vont travailler ensemble. C'est à vous de nous dire ce que vous voulez. D'où l'importance de la structuration, pour s'assurer que sur l'ensemble des sujets il y ait les bons intervenants, et les intervenants c'est vous "

Tout est donc dit avec cette réponse plus que claire de la Ministre Cina Lawson. En résumé, il n'a jamais été question du même scénario de l'OTR. Le processus suit donc correctement son cours. La seule préoccupation dans ce processus, est d'arriver à placer les bonnes personnes aux bonnes places.

**Du service universel et de**

**la participation des employés au capital**

Précisons à ce stade que lors de la réunion du 24 juillet 2017, la Ministre Cina Lawson et les directeurs généraux de Togo Telecom et de Togo Cellulaire ont par leurs réponses franches et professionnelles contenté le personnel. Répondant à la préoccupation sur le service universel, la Ministre Cina Lawson a affirmé : " Concernant le service universel, le fond de service universel a des règles bien précises et les opérateurs en bénéficient déjà. L'ARTP identifie des zones où il n'y a personne, des

zones blanches, et lorsque les opérateurs vont dans ces zones, le montant des investissements en capital qu'ils font est remboursé par le fond de service universel. C'est valable pour tous les opérateurs "

Avant de renchérir sur celle ayant trait à la participation des employés au capital : "Concernant la participation des employés au capital, je ne peux pas vous y répondre, pour l'instant nous sommes dans la restructuration. La participation des employés au capital sera étudiée. Concernant le social, il y a un travail des Ressources Humaines où les directeurs ont été associés : les consultants s'assoient avec les directeurs et la DRH qui pilotent ", a conclu la Ministre.

Aujourd'hui, avec la mise en place du conseil d'administration de la holding Togocom, le programme de transformation va s'accélérer et les employés seront très vite fixés sur leur sort. Le PCA Taïrou Bagbiegué, sans l'annoncer officiellement, entend préserver le climat social au sein de la holding et de ses filiales.

C.S

**38ème Journée mondiale du tourisme (JMT) :****Faire du tourisme " une véritable industrie ", selon les autorités togolaises**

*Initiée depuis 1979 par l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT), le monde entier célèbre, chaque 27 septembre, la Journée mondiale du tourisme (JMT). Au Togo, plusieurs activités sont au menu de cette célébration qui a démarré avec un message du ministre en charge de l'Industrie et du Tourisme, Gabriel Attigbé Ihou, à l'endroit des acteurs de ce secteur de développement. " Le tourisme durable, outil de développement ", tel est le thème de l'édition 2017 de la JMT.*



Gabriel Attigbé Ihou, ministre en charge du Tourisme

Selon les statistiques de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT), en 2016, le nombre d'arrivées de touristes dans le monde a atteint 1,235 milliard de visiteurs internationaux et a généré 1220 milliards \$ US. Le tourisme représente 7% des exportations mondiales de services ; il crée 1 emploi sur 12 dans le monde et contribue ainsi à 11% du PIB mondial. D'après les données fournies par le ministère en charge du Tourisme, le Togo a enregistré 425.000 touristes en 2016 contre 303.000 en 2015. Au cours de la même période, les recettes hôtelières sont passées de 26 milliards à 36 milliards de F CFA. Ces chiffres traduisent la reprise effective des activités touristiques, mais prouvent également que la contribution de ce secteur dans l'économie nationale n'est pas négligeable.

ble mais doit être améliorée afin de bénéficier pleinement des atouts dont regorge ce secteur.

Selon le ministre Ihou, au regard de la variété des potentialités, les grands axes de développement du tourisme au Togo s'articulent autour du tourisme culturel, de l'écotourisme, du tourisme d'affaires et de congrès, et de plus en plus du tourisme balnéaire dans la dynamique du développement et de la promotion de l'économie bleue. Ainsi, le gouvernement togolais qui s'est " résolument engagé à faire du tourisme, une véritable industrie qui contribue au développement durable du pays ", entend développer des stratégies innovantes.

Dans cette perspective, il est envisagé la création des " agro-pôles, des niches prometteuses d'exploitation pour faire, à terme, de ces domaines, d'une part, une

chaîne complète de production agricole et d'agro-industries pour-

voyeuses de denrées de qualité à la population et aux établissements hôteliers et, d'autre part, des espaces de découverte touristique "

Selon le ministre Ihou, ce " tourisme durable " invite toute la chaîne d'exploitation et de la pratique du tourisme à plus de responsabilités citoyennes afin que non seulement cette activité s'effectue dans le grand respect de l'environnement et de la diversité culturelle, mais aussi qu'elle fournisse aux communautés d'accueil, des emplois décents et des recettes profitables à tout le monde.

Le ministre en charge du Tourisme invite les acteurs du

secteur au respect de la réglementation, en matière d'ouverture et d'exploitation et aux normes de qualité des équipements et des prestations, en tenant compte de la préservation des ressources naturelles, y compris la lutte contre le changement climatique, le respect des modes de vie et traditions des populations d'accueil, la création d'emplois décents et de richesses équitables partagées. Il a pour finir souligné que " le tourisme, s'il est bien géré, peut contribuer à la réalisation des objectifs du développement durable, plus particulièrement, à la croissance économique inclusive. "

JPB

**Consommation/Produits pétroliers à la pompe :****Le gouvernement procède à une nouvelle baisse de 5%**

*Le prix des produits pétroliers à la pompe connaissent, depuis les premières heures de mardi dernier, une baisse de cinq pour cent (5%). C'est ce qu'indique un communiqué conjoint rendu public le lundi dernier par les ministres du Commerce et de la Promotion du secteur privé, de l'Economie et des Finances et celui de l'Energie et des Mines.*

Sept mois après la dernière augmentation des prix des produits pétroliers à la pompe, le gouvernement vient de revoir à la baisse ces prix, sur proposi-



tion du comité de suivi des fluctuations des prix des produits pétroliers.

Désormais, les nouveaux prix sont les suivants : Super sans plomb : 498 F Cfa (au lieu de 524 F cfa), le Pétrole lampant : 445 F Cfa (plutôt que 468 F cfa), le

Gas-oil : 500 F Cfa (au lieu de 526 F c f a ) , M é l a n g e deux temps : 599 F Cfa, au lieu de 623 F cfa).

Alors que les prix de ces produits ont baissé d'environ 5%, les prix des bouteilles de gaz restent eux inchangés. La bouteille de 12, 5Kg et de 6 kg de gaz à butane sont vendus respectivement aux prix de 6500 F cfa et 3120 F cfa.

JPB

# Lancement de la Vallée des Métiers de la Beauté pour la promotion de la beauté naturelle

Pour fédérer et promouvoir les acteurs de la chaîne de valeur de la beauté pour une cosmétique, la marque des produits cosmétiques made in Afrique est désormais disponible au Togo. La " Vallée des Métiers de la Beauté (VMB) " a été lancée le 26 septembre 2017 à Lomé pour résoudre les problèmes de la beauté qui est au même titre que la santé, la sensorialité et la spiritualité.



Eric Komlan Ametsipe

Nous savons tous que la beauté est le moteur de la séduction qui est un mécanisme universel pour faire avancer le

monde. L'idée de la création de " Vallée des Métiers de Beauté " par Botanicosm'Ethic est venue suite à la cinquième édition

du Forum International Afrique et Beauté (FIAB) tenue du 20 au 24 février à Lomé.

L'objectif majeur est de mett-

re en place des clusters devant permettre à l'Afrique de développer sa propre cosmétique, valoriser les plantes et développer une approche multifactorielle pour la conception de nouveaux cosmétiques.

Selon le président fondateur, Eric Komlan Ametsipe, le but est de créer une synergie avec les grands laboratoires européens de produits cosmétiques, amener les pays africains à valoriser davantage leurs produits et parvenir au made in Africa.

" Notre mission est de mobiliser d'une part ceux qui sont dans ces genres de métiers. D'autre part les canaliser vers des formations spécifiques sur les emballages, sur la composition des produits et sur les finitions et enfin de compte leur trouver à travers des partenaires des marchés extérieurs pour la commercialisation de leurs produits dans le monde entier ", a précisé M. Ametsipe.

Dans son discours de circonstance, M. Patrice André, PDG de Botanicosm'Ethic, a souligné qu'il est sûr que la Vallée des Métiers de Beauté va être un puissant accélérateur d'innovations issues des richesses naturelles et culturelle du Togo. " Le Togo est doté de nombreuses plantes pour protéger, parfumer, colorer, tanner le cuir et pour bien d'autres propriétés encore. Ces plantes sont un patrimoine qu'il faut savoir protéger et utiliser. A cette diversité naturelle ou biodiversité, il faut associer la diversité culturelle. Ce sont les deux ensembles, nature et culture, qui permettent

à chaque territoire de créer une Beauté à sa façon ", a-t-il indiqué.

Pour sa part, Mme Emilie Jiminiga, la présidente de l'association Da m'a dit France, nous ne parlons pas de la dépigmentation involontaire bien sûr mais de celle que choisissent de s'infliger les femmes pour avoir une peau plus claire et qui utilisent pour cela des produits agressifs notamment l'eau de javel, etc. Comment prévenir de telles pratiques ? Pour cela nous voulons travailler en amont en encourageant les mères à utiliser des produits naturels lorsqu'elles prennent soin de leur corps ou massent leurs bébés avec du beurre de Karité.

" Décolorer sa peau c'est donc lui enlever sa pigmentation naturelle, c'est la fragiliser en la rendant plus sensible aux infections et c'est favoriser un dérèglement hormonal qui peut provoquer l'hypertension et le diabète à cause de la présence de cortisone dans les produits utilisés ", a souligné Mme Jiminiga.

C'est une opportunité qui permettra de développer les synergies entre les acteurs et les actrices des métiers de beauté, aider les néo-entrepreneurs, surtout les femmes et les jeunes, à accéder au financement et aux marchés extérieurs.

Des programmes universitaires allant dans le sens de la recherche en cosmétologie et en beauté seront bientôt intégrés dans les universités togolaises. Il est prévu également de la promotion du tourisme du bien-être.

Carole AGHEY

## Forum du Comité sur la sécurité alimentaire mondiale : Faciliter l'accès des petits exploitants agricoles aux marchés

Selon le Comité sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA), les petits exploitants fournissent 70% de l'alimentation mondiale ; ce chiffre avoisine les 80% dans certains pays africains. Et pourtant ces petits exploitants constituent une proportion écrasante de pauvres dans le monde et de ceux qui vivent dans l'insécurité alimentaire. C'est donc pour appuyer l'accès des petits exploitants aux marchés dans l'optique d'augmenter la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition surtout en Afrique de l'Ouest que le CFS initie chaque année depuis 2016 un forum à l'intention du monde agricole.

Cette année, c'est la Côte d'Ivoire qui a abrité, le 20 septembre dernier, la seconde édition du Forum du Comité sur la sécurité alimentaire mondiale. Organisée par le CSA, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), cette seconde édition



De agriculteurs

était axée sur la vision régionale de l'Afrique de l'ouest sur la question.

Le forum d'Abidjan a réuni différents acteurs (représentants du Gouvernement, des experts des Nations Unies, des institutions financières internationales, de la société civile et du secteur privé) jouant un rôle dans le soutien des petits exploitants qui ont été sensibilisés sur les actions qui contribueront à éliminer la faim et la malnutrition.

A l'ouverture des travaux de ce forum, le représentant du ministre ivoirien de l'Agriculture et du développement rural, Coulibaly Siaka Minayaha, a

expliqué que " pour accroître leurs (ndlr les petits exploitants) revenus et réduire ainsi leur vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, il revient aux gouvernements de faciliter leur accès aux marchés à travers la mise en place d'infrastructures et le renforcement de leur capacité, pour une production en quantité et qualité en respectant les normes sanitaires "

Relevant pour sa part que " nul ne peut ignorer aujourd'hui l'apport capital des petits exploitants pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition dans nos pays. ", le Représentant de la FAO en Côte d'Ivoire, Germain Dasyva, note que " l'accès aux marchés d'exportation est susceptible de procurer de meilleurs revenus aux petits exploitants "

Notons que l'ensemble de la chaîne de valeur agricole dépend en majorité des petits exploitants, mais ceux-ci ne bénéficient pas d'investissements suffisants. C'est donc à juste titre que la BADEA s'est engagée à les " soutenir et à investir près d'un milliard de dollars dans le développement agricole en Afrique subsaharienne ", a expliqué Oussama Ben Abdelaziz, Spécialiste, Département des Opérations à la BADEA et représentant le Directeur général.

Rappelons que la première édition a eu lieu à Addis-Abeba et a mis l'accent sur la façon dont les politiques et les actions peuvent appuyer les petits exploitants agricoles à l'intérieur de l'Éthiopie.

JPB

### Baisse de la TVA

sur les produits de première nécessité

~~18%~~

10%

PRODUITS ET SERVICES	NOUVEAUX TAUX DE LA TVA
Lait non transformé, Riz à l'exception du riz de luxe, Terminaux mobiles et équipements informatiques, Opération de crédit-bail dans les transports, Matériels de production d'énergie renouvelable	<b>0%</b>
Tissu kaki et tissu imprimé (pagne), Huile alimentaire, Sucre, Farine de céréales (blé, etc.), Pâtes alimentaires, Lait manufacturé, Aliments pour bétail et pour volailles, Poussins d'un jour, Matériels agricoles, Services de location et réparation de matériels agricoles, Hébergement et restauration des touristes	<b>10%</b>

FEDERER POUR BATIR  
www.otr.tg

## Santé

### A la découverte du Code de la Santé du Togo (suite)

**Nous continuons avec le Secteur 2 du chapitre V.**

**Section 2 - Autres mesures destinées à prévenir la propagation de certaines maladies contagieuses**

**Article 69 :** Certaines maladies contagieuses doivent faire l'objet de déclaration obligatoire. La liste de ces maladies est établie par arrêté du ministre chargé de la Santé.

La désinfection est obligatoire pour certaines maladies faisant l'objet d'une déclaration obligatoire dont la liste est établie par arrêté du ministre chargé de la Santé.

**Article 70 :** La déclaration à l'autorité sanitaire de tout cas de l'une des maladies de la liste prévue à l'article 69 précédent est obligatoire pour tout médecin et tout (e) infirmier (ère), sage-femme, technicien (e) supérieur (e) de santé, assistant (e) médical (e) responsable d'une formation sanitaire publique ou privée qui en a constaté l'apparition.

Tout décès dû à l'une des maladies figurant sur la liste pré-

vue à l'article 69 doit être déclaré à l'autorité sanitaire dans les conditions prévues à l'alinéa précédent du présent article.

La manipulation et l'inhumation des corps sont faites par les services spécialisés.

**Article 71 :** En vue d'enrayer tout danger de propagation des maladies transmissibles, il pourra être pris un décret sur proposition du ministre chargé de la Santé, instituant l'état d'alerte sanitaire dans une localité ou une région ; dans ce cas, des mesures obligatoires d'hygiène et de prophylaxie sont appliquées durant une période déterminée et renouvelable au besoin.

**Article 72 :** Toute infraction à ces mesures sanitaires est passible d'une amende de cinquante mille (50 000) à cinq cent mille (500 000) Francs CFA et d'une peine d'emprisonnement de quinze (15) jours à un mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

**A suivre...**

## Le mouvement " Touche Pas à Mon Président " dit non à la violence

Le Mouvement " Touche Pas à Mon Président (TPMP) a rencontré la presse le 19 septembre dernier pour porter à la connaissance de l'opinion nationale et internationale deux messages principaux qu'il a jugés importants et très urgents face à la tension politique programmée, orchestrée savamment par des acteurs politiques. Nous vous proposons en intégralité sa déclaration liminaire.

### Déclaration du 19 septembre 2017

Recevez avant tout mes salutations distinguées et mes sincères remerciements pour la diligence faite par vous, en répondant présent à notre invitation spontanée pour participer à cette conférence de pres-



La table d'honneur lors de la rencontre

se ; conférence organisée par le mouvement " Touche Pas à Mon Président " dont je suis le Coordonnateur, pour porter à la connaissance de l'opinion nationale et internationale deux messages principaux qu'il a jugé important et très urgent face à la tension politique programmée, orchestrée savamment par des acteurs politiques sans état d'âme que traverse

notre chère patrie le Togo que nous sommes tous appelés à préserver car en aucun cas nul n'a le droit de détruire le climat de liberté, de sécurité et d'apaisement chèrement acquis par notre pays le Togo.

Le mouvement " Touche Pas à Mon Président ", émanation des 58,75% de togolais ayant porté démocratiquement leur choix sur le Président de la

République actuel, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé aux élections présidentielles de 2015, condamne avec la dernière rigueur et sans appel, toutes les déclarations provocatrices et menaçantes qui exigent la démission du Président que nous avons démocratiquement élu pour un mandat de 5 ans renouvelable, mandat qui court jusqu'en 2020. Nous en appelons donc à toute la classe politique togolaise et à la société civile au bon sens et au respect de la légalité constitutionnelle.

Le mouvement " Touche Pas à Mon Président " réaffirme son attachement au non rétroactivité de la loi fondamentale et convie tous les acteurs de la crispation en cours, au respect et l'application des accords politiques avec sincé-

té, et en ce qui concerne les réformes constitutionnelles et institutionnelles, elles ne peuvent se faire que dans le cadre républicain le plus approprié pour éviter des victimes et dégâts inutiles, au pire des cas.

Pour conclure, le mouvement " Touche Pas à Mon Président " affirme et réaffirme que seules les urnes peuvent situer les opinions sur la volonté du peuple dans un Etat de droit.

En aucun cas la volonté populaire se saurait être déterminée avec exactitude dans la rue.

Pour l'intérêt supérieur du Togo et du peuple togolais tenons-nous main dans la main dans la paix et la non violence pour bâtir un Togo prospère.

**Je vous remercie.**

## Crise politique au Togo :

### Le CNJ et le CJD interpellent la jeunesse sur le rôle qui est le leur

La crise politique que traverse notre pays n'a pas laissé indifférent le Conseil National de la Jeunesse (CNJ) ainsi que le Collectif des Jeunes pour le Développement (CJD). C'est ainsi que face aux enjeux socioéconomiques et politiques liés aux réformes constitutionnelles et institutionnelles qui prévalent actuellement au Togo, ces deux entités qui regroupent essentiellement la jeunesse ont initié une rencontre citoyenne de sensibilisation et de conscientisation sur lesdites réformes vendredi 22 septembre dernier au Palais des Congrès de Lomé à l'endroit des jeunes.

Placée sous le thème " La jeunesse face aux enjeux socio-économique et politique ", cette rencontre fait suite à celles tenues les 13 et 18 septembre derniers à Lomé. Elle rappelle à toute la jeunesse, le rôle qu'est le sien dans la préservation de la paix en vue de la réussite des réformes dans la non violence. Conscients et convaincus que la jeunesse ne peut être en marge des questions liées à la vie politique du Togo et favorable aux réformes institutionnelles et constitutionnelles telles que envisagées par le gouvernement, le CJD et le CNJ ont tenu à sensibiliser les jeunes sur leur rôle et leur place dans ce processus de réformes engagé par les premières autorités du pays.



La table d'honneur lors de la rencontre

Au cours de cette rencontre, plusieurs communications ont été faites. Entre autre communications on pouvait noter " Enjeux des réformes et la nécessité de préserver la paix ", communication faite par Mattieu Agada de la CJD. Dans sa communication, il a, non seulement situé le contexte, les enjeux et l'importance que revêtent les réformes mais surtout il a insisté sur la nécessaire obligation pour les jeunes de préserver la paix.

La seconde communication présentée par l'expert et consultant de la CJD, Adom

Orphé, a porté sur le thème " les jeunes face au défis de l'émergence, et le rendez-vous 2020-2030 ". Le conférencier a mis un accent particulier sur le bon usage des nouvelles techniques de l'information et de la communication par les jeunes afin d'être au rendez-vous des défis de développement de l'heure.

Pour le CJD et le CNJ la voie référendaire qui se profile à l'horizon va permettre au peuple souverain de se prononcer sur la future loi fondamentale dans laquelle la jeunesse togolaise se retrouve. Ils disent saluer cette démar-

che démocratique et rappelle aux différents acteurs politiques de continuer à privilégier la voie du dialogue et de la concertation. " La voie référendaire, qui se profile à l'horizon, permettra au peuple souverain de se prononcer sur la future loi fondamentale dans laquelle la jeunesse togolaise se retrouve. La jeunesse salue cette démarche démocratique et rappelle aux différents acteurs politiques de continuer à privilégier la voie du dialogue et de la concertation. ", ont-ils martelé dans leur déclaration.

Enfin, le CJD et le CNJ ont exhorté les acteurs politiques à œuvrer pour accélérer le processus de décentralisation, renforcer les mécanismes de financement de l'entreprenariat des jeunes. Ils ont également exhorté la diaspora togolaise à mobiliser toute son énergie dans l'accompagnement de notre pays vers l'émergence.

**Espoir**

## Manifestations publiques de l'opposition togolaise :

### Incohérence stratégique et marchandage politique

Suite de la page 4

et des Collectivités Locales.

Conscients désormais de cela, les opposants agitent la non rétroactivité des réformes en cours. Alors qu'étant bien convaincus que la loi ne dispose que pour l'avenir et que dans le cas précis, une jurisprudence existe en la matière.

En 1993, en dépit de la Constitution qui avait été adoptée un an plutôt, le Président Gnassingbé Eyadéma a été

admis à la présidentielle alors qu'il avait déjà bouclé plus de deux mandats comme exigé. Plus loin, l'adoption du projet de loi à l'Assemblée Nationale implique un référendum parce que ledit projet est voté à la majorité des 2/3 et non des 4/5 comme le dispose l'article 144 de la Constitution.

Logiquement, les opposants doivent se réjouir. Car, c'est au peuple de trancher désormais. Ce même peuple qui selon l'op-

position investit les rues à chacun de ses appels à manifester. Et plus encore parce que l'opposition estime que le Président Faure Gnassingbé est rejeté par le peuple. Le référendum sera l'occasion de s'en convaincre. Et surtout de donner l'occasion et de retourner le pouvoir au peuple de décider de son propre sort. Au Togo, seul le peuple est souverain. Les opposants le savent.

**C.S**



**www.annuairestogo.tg**



**Nous sommes l'outil qu'il vous manque.**

Renforcez votre visibilité  
Augmentez votre impact

AGCH Software

24 Nov.  
11 Déc.  
2017

14<sup>ème</sup>  
**Foire**  
Internationale de  
**LOME**

Foire de toutes les opportunités



**Thème : Le numérique au service des affaires**



**CETEF - LOME**

BP: 10056 Lomé - Togo

Tél:(00228) 22 35 07 27 / 90 31 76 37

Site web: [www.cetef.tg](http://www.cetef.tg) / E-mail: [ceteflome@cetef.tg](mailto:ceteflome@cetef.tg)